



ÉCONOMIE

TENDANCES

Les dirigeants d'entreprise face au défi du développement durable

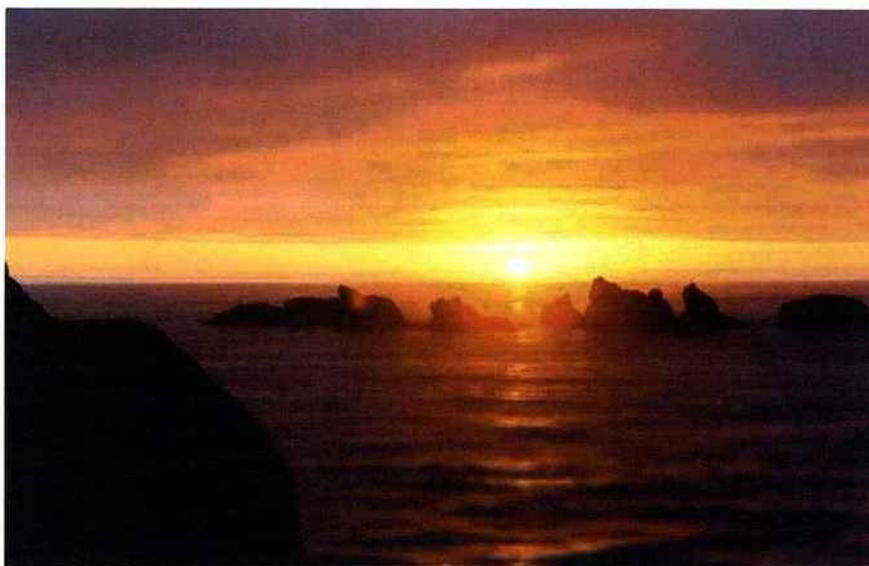
► Camille **SCHAUB**

Le baromètre 2015, réalisé par le CSA pour le groupe d'Assurances Generali, dédié aux comportements et avancées des entreprises en matière de développement durable et de RSE (responsabilité sociétale des entreprises) montre l'ambivalence des dirigeants face à ces nouveaux défis de société.

Dans quel état d'esprit se trouvaient les chefs d'entreprise à la veille de la COP21 ? Selon ce baromètre, publié par le réseau des Entrepreneurs d'Avenir qui regroupe 750 dirigeants sensibilisés à l'éthique et à l'environnement, 81% des dirigeants d'entreprise s'estiment touchés par la crise en 2015, dont 27% très touchés. Ce pourcentage reste stable par rapport à la précédente édition de 2013 (80%). Sans surprise, le secteur le plus concerné est celui de la construction, puisque 40% des dirigeants du secteur se disent très impactés par la crise dans leur activité.

En 2015, 48% des dirigeants restent optimistes, puisqu'ils envisagent une amélioration de la situation économique en plaçant la crise derrière eux, contre seulement 21% lors du précédent baromètre.

L'engagement pour le développement durable et la RSE. La grande majorité des chefs d'entreprise de PME-PMI estiment que leur entreprise doit s'engager dans les enjeux suivants : l'éthique (95% en faveur de l'éthique et la transparence des affaires), l'environnement (98% pour les économies d'énergie et la lutte contre la pollution, et 90% en faveur de la lutte contre le changement climatique), le social (99% en faveur du



90% des chefs d'entreprise de PME-PMI estiment que leur entreprise doit s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique.

bien-être au travail et 94% pour la santé et la sécurité du consommateur). Selon le baromètre, 87% des dirigeants se déclarent impliqués personnellement dans la prise en charge de ces thèmes, en les ayant intégré à 63% dans la stratégie globale de leur entreprise. Autre point positif à noter : 55% des entreprises ont d'ores et déjà dédié un collaborateur à la réalisation de ces tâches.

Un bilan contrasté. Cependant, le bilan au niveau des actions réellement engagées reste mitigé : la mise en place de mesures en faveur de la protection de l'environnement n'est pas encore effective dans la grande majorité des entreprises pour de nombreux domaines. En effet, dans le détail, 76% des dirigeants ne disposent pas de systèmes de compensation écologiques (et 57% ne l'envisagent pas).

De même, les équipements en source d'énergie renouvelable n'existent pas pour 73% des entreprises et 47% des dirigeants ne comptent pas les mettre en place. Enfin, 52% n'ont pas initié de procédures de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, et 30% ne prévoient pas de le faire. La crise constituerait

un frein au développement des questions environnementales et sociétales pour deux tiers des dirigeants sondés (67%), même si 57% d'entre eux estiment que les actions environnementales, sociales et sociétales favorisent la compétitivité des entreprises (72% des responsables d'entreprises de 100 salariés et plus). Autre enseignement du sondage, si 56% des dirigeants considèrent le sujet du dérèglement climatique comme essentiel et pensent que leur propre entreprise y contribue, seuls 26% se déclarent prêts à payer une taxe pour participer à la lutte contre ce phénomène. ■